

BANQUET SOCIAL

Prix de l'abonnement { Un an. 42 fr.
Six mois. 6
Trois mois. 3 | Journal du XII^e Arrondissement.

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire : Les Elections et les Ouvriers. — XII^e arrondissement. — L'Asile Saint-Hilaire. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Inauguration du chemin de fer de Troyes. — Révolution européenne. — Faits divers. — Dons patriotiques. — Théâtres. — Situation de la Banque de France.

Paris, 10 avril.

Les Elections et les Ouvriers.

Voici les noms des travailleurs proposés par le comité dit central de Paris aux suffrages des électeurs de la capitale et des départements :

AIN. Regembal, ouvrier tailleur de pierres.
ALLIER. Madet, agriculteur.
AUBE. Henri Finot, ouvrier.
AVEYRON. Cures, ouvrier menuisier ; Ber Decazeville, ouvrier.
CALVADOS. Lebarillier, laboureur ; Lemonnier, ouvrier ; Vimont, ouvrier mécanicien.
CHARENTE-INFERIEURE. Coutanceau, laboureur ; Léon Turget, ouvrier au port de Rochefort ; Debain, ancien ouvrier ; Dupont, agriculteur.
CHER. Bailly, ouvrier mécanicien ; Michel Moreau, bourrellier ; Petry, porcelainier.
CORREZE. Jacquin, ouvrier mécanicien.
COTE-D'OR. Monnot, ouvrier graveur.
DOUBS. Humbert, ouvrier compositeur.
EURE. Lesage, cultivateur.
EURE-ET-LOIR. Jules Lelong, laboureur.
GARD. Lichère, ouvrier.
HAUTE-GARONNE. Azerm, laboureur.
HERAULT. J. A. Peyrottes, ouvrier potier.
LOIR-ET-CHER. Gérault, typographe ; Salvat, laboureur.
LOIRE-ET-LOIRE. Renault, ouvrier mécanicien ; Maillet, ouvrier menuisier.
MARNE. Ferraud, ouvrier tisseur.
MEURTHE. Leclerc, ouvrier ; Salmon, cultivateur.
MOSELLE. Totain, ouvrier maçon.
NIEVRE. Rouget, tailleur.
NORD. Léonard Delmar, ouvrier corroyeur ; Descat, teinturier.
PUY-DE-DOME. Maradeix, cultivateur ; Tachet, ouvrier mécanicien.
SEINE. Corbon, ouvrier sculpteur ; Danguy, ouvrier typographe ; Leroy, ouvrier bijoutier ; Savary, ouvrier cordonnier ; Launette, ouvrier ébéniste.
SEVRES (DEUX-). Charles, cultivateur.
VAR. Poney, ouvrier poète.
VAUCLUSE. Agricol Perdiguier, compagnon menuisier.
VOSGES. Alexis Dubois, ouvrier mécanicien ; Evon, cultivateur.
YONNE. Michault, ouvrier cordonnier.

Telle est jusqu'à présent la part faite par le comité central, aux travailleurs, pour la sublime mission de représenter la France.

En vérité le comité central n'a pas été généreux. Quarante-trois candidats pris dans les classes laborieuses pour neuf cents députés qu'il faut nommer !

Vingt-cinq départements n'en comptent pas un seul. Non, pas un seul dans les départements suivants : Aisne, Alpes (Basses), Aude, Charente, Corse, Côtes du Nord, Creuse, Gers, Gironde, Loire (Haute), Lot, Manche, Marne (Haute), Orne, Pas-de-Calais, Pyrénées (Basses), Pyrénées (Hautes), Pyrénées Orientales, Saône (Haute), Saône et Loire, Sarthe, Seine et Marne, Seine et Oise, Somme, Vendée, Algérie.

Ainsi conçue, la représentation du peuple devient dérisoire.

Citoyens du comité central, en agissant de la sorte, vous êtes loin de mériter les suffrages du pays.

Vous vous élevez avec énergie, sous le gouvernement monarchique, contre l'abus du privilège, et vous-même en abusez à votre tour.

Vous tonniez hier contre les aristocrates et vous le devenez aujourd'hui.

Ce que vous avez fait jusqu'ici n'est pas autre chose que de l'aristocratie républicaine. Vous n'avez pas su

encore vous débarrasser de la peau du vieil homme, vous avez gardé les préjugés du passé.

Qu'avez-vous fait ?

Tout d'abord, vous vous êtes imposés aux pays, sans délégation aucune, de par vous-même, absolument comme faisaient les rois.

Vous avez organisé une vaste dictature centrale.

Vous étiez inacceptables ainsi : la partie saine et vraiment démocrate de la nation ne vous a pas acceptés.

N'importe, vous avez marché de l'avant, vous avez écrit sur une liste les noms de tous vos amis, vous y avez par grâce, ou bien pour qu'on ne criât pas trop fort, mêlé quarante-trois noms de travailleurs, puis vous avez divisé vos élus en les répartissant dans chacun des 86 départements.

Vous vous êtes fait une part superbe, une part de lions, citoyens du Comité central.

On sait que le National est depuis longtemps votre journal officiel ; vous vous en êtes souvenus, vous avez été reconnaissants ; le National ne se plaindra pas de vous ; car vous avez bien mérité du National.

Depuis le directeur et le rédacteur en chef de ce journal, jusqu'au dernier de ses collaborateurs et correspondants, vous avez choisi tous ceux qui lui tiennent de loin comme de près.

Vous voulez donc la mort de votre *Moniteur*, si vous ne lui laissez pas un seul petit rédacteur pendant les séances de l'Assemblée constituante.

Vous n'avez pas songé qu'à votre journal, citoyens ; car, vous aussi vous figurez abondamment sur la liste : vos noms la constellent depuis le commencement jusqu'à la fin.

Et vous prétendez être les amis du Peuple ?

Arrière ! vous ne le comprenez pas.

Il a fait la Révolution et vous la confisquez à votre profit.

Vous lui refusez le droit d'aller parler pour lui-même ; vous voulez le contraindre à vous prendre pour avocats.

Arrière ! au jour du scrutin, le Peuple saura faire justice de vos prétentions arbitraires.

Il a ses élus, dont il ne parle pas à grands cris comme vous, il leur a préparé le succès sans l'annoncer d'abord ; mais quand viendra le combat des suffrages, il aura son Austerlitz, et vous, votre Waterloo.

Vous avez vendu trop tôt la peau de l'ours, citoyens du comité central, il n'est pas encore tué.

La représentation nationale ne serait qu'une illusion si vos conseils étaient suivis. Or, il faut qu'elle soit réelle.

Elle le sera !

Il est dans le peuple bien des hommes de cœur, des hommes intelligents et énergiques, inconnus jusqu'à ce jour, il est vrai, mais dont une élection glorieuse proclamera les noms.

Humbles soldats de la Liberté, dont la vie s'est écoulée dans une chaumière ou sous le toit d'un atelier, ils deviendront généraux en un jour.

Ils ont été longtemps perdus dans le cahos de l'obscurité : la lumière sera faite pour eux.

Le peuple dira le 25 avril à chacun d'eux, comme Alexandre, mourant, choisissant un successeur : « Au plus digne. »

GEORGES OLIVIER.

XII^e Arrondissement.

Le citoyen Jean Charles, travailleur, nous cite la circulaire suivante qu'il va adresser aux électeurs du département de la Seine pour se proposer à leurs suffrages :

Citoyens,

Vous allez accomplir l'acte le plus important de la vie politique d'une nation, vous allez nommer vos représentants. Ces représentants auront à voter la constitution, c'est-à-dire qu'ils tiendront en leurs mains le sort de la patrie et l'avenir de la République.

Cette tâche que votre confiance va leur imposer est grave, solennelle. La responsabilité qu'ils contractent devant vous paraîtrait bien lourde, si elle n'était plus glorieuse encore. Mais les hommes que vous allez choisir seront purs et dévoués, prêts à toutes les fatigues, à tous les sacrifices. Ils seront aptes à concevoir, à réaliser l'œuvre gigantesque et

toute pacifique d'une rénovation sociale. Ils s'efforceront enfin de dominer toutes les circonstances qui pourraient surgir, si difficiles fussent-elles.

C'est là le sens du mandat qu'ils vont recevoir de vous. En échange, vous leur demandez leur profession de foi, c'est-à-dire leur adhésion libre à vos principes. Je dis libre, car un député est une conscience en action et sa spontanéité fait toute sa force ; et pour qu'il puisse véritablement vous représenter il doit être, lui, l'expression exacte de la conscience nationale dans ce qu'elle a de plus généreux et de plus élevé.

En même temps qu'il doit avoir connaissance et conscience de la nature des choses, afin de ne pas bouleverser l'ordre social en prétendant l'asseoir, il doit dans son sein sentir palpiter l'avenir et mener la patrie vers les destinées nouvelles en faisant, comme le bon pilote, en évitant les écueils.

Or, la France actuelle a fait un pas immense. Elle a stigmatisé l'égoïsme ; elle a gravé au cœur de ses enfants cette immortelle devise : Liberté, Egalité, Fraternité, qu'il s'agit de réaliser aujourd'hui.

Le député doit s'expliquer sur le sens qu'il attache à ces mots.

La Liberté est la manifestation la plus complète du droit social sous toutes ses formes et dans toute son étendue ; elle n'est limitée que par le *devoir*, pensée sainte et pure qui éclaire les actes de la liberté et devient la garantie de leur justice.

L'Egalité assure à tous les citoyens qu'ils recevront de la patrie, et dans toutes les périodes de leur existence, des soins égaux et un égal amour ; ses corollaires sont : l'égalité devant la loi ; l'égalité de sécurité pour tous ; l'égalité du point de départ, c'est-à-dire la même instruction offerte à tous, selon leur vocation et leurs facultés ; l'égalité de récompense pour tous les citoyens qui auront mérité. Et quant à ce dernier point, aussitôt que la patrie ne sera plus ingrate ou oublieuse, vous verrez le génie français dominer l'Europe et la remplir des merveilles de ses arts, de ses sciences, de ses industries. Ce sera de la gloire pour le pays, du pain pour les populations.

La Fraternité, principe évangélique sorti du cœur d'un grand peuple, accuse la dignité de l'homme et assure son bonheur dans les relations privées de la famille et de la société. C'est le précepte moral du Christ :

« Mets-toi dans la position, dans l'intention d'autrui. »

« Et ne lui fais pas, ne lui désire pas, ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît ou qu'on te désirât. »

« Et fais-lui, désire-lui, ce que tu voudrais qu'on te fît et qu'on te désirât. »

La Fraternité ainsi conçue, ainsi pratiquée, est un sentiment suave et divin qui nous apporte la concorde et l'union dont notre glorieuse patrie a tant de besoin.

Citoyens, la Liberté bien comprise réunit toutes ces idées. Elle est chrétienne, elle est fraternelle avant tout. Et voilà pourquoi notre révolution est si grande, et notre avenir si glorieux. — Soyons libres, c'est-à-dire justes, raisonnables et vertueux. — Et la République est impérissable !

Alors la France continuera, comme par le passé, à remuer le monde pour le grandir. Elle l'élevera par ses idées, par son cœur, par son exemple, jusqu'à la hauteur morale et démocratique où nous sommes placés. — Et un jour, elle le sauvera.

Ces définitions posées, tous mes principes sont là dans cette formule : Liberté, droits et devoirs, Egalité, Fraternité. Je les tire du fonds de ma conscience d'honnête homme et de citoyen. Ils ne pourront changer, ils sont ma vie même, plus que ma vie. J'ai vécu dans le malheur, et ils ont soutenu mon courage ; ils ont éclairé mes travaux.

Je ne crains pas non plus que ces principes m'égarent, car en fait de législation et de gouvernement, le vrai, le bon, l'utile ne se trouve que dans ce qui est moral. C'est une vérité que je dois à de longues études. Et d'où sont venus, citoyens, les malheurs de la patrie ? de la corruption ! Et quels sont les causes qui ont précipité vers l'abîme les dynasties déchues ? Encore et toujours la corruption. La moralité et la vertu, c'est le palladium, c'est la sauvegarde de notre République.

Que vous dirai-je de moi personnellement. J'ai souffert, j'ai pu apprécier les différentes situations de la vie. Je n'ai jamais abaissé mon cœur poursuivant un immense, un noble but d'études « la création d'une philosophie sociale ; » j'ai travaillé jour et nuit, payant de ma volonté et de mon zèle afin de me relever digne et fort dans la lutte de la liberté. Aujourd'hui je suis professeur de mathématiques. Et je me suis isolé comme écrivain afin de penser avec plus d'indépendance.

Voilà bien des années que j'étudie les graves questions qui nous agitent, préparant avec foi mes armes, mon intelligence et mon cœur au service de la patrie. Ouvrier de la pensée, j'accumulais lentement mes trésors, gémissant de ne pouvoir les répandre, alors que tous souffraient autour de moi. Le

jour de la liberté s'est levé, c'est aussi le jour de ma moisson et de mon offrande, et je viens, citoyens, non pas seulement à titre d'honneur mais à titre de dévouement et de sacrifice, je viens réclamer ma part de travail dans l'œuvre difficile de notre constitution.

Afin d'avoir des hommes ou plus purs ou plus aptes à sentir les nécessités actuelles, vous voulez surtout des hommes nouveaux dans la carrière politique. J'en suis un.

Vous n'attendez pas, citoyens, que je fasse un livre de politique et d'organisation sociale. Ce sont là de profondes questions et ce n'est pas le lieu. — Pour constituer une nation de trente-cinq millions d'hommes, il faut des idées nobles et généreuses, il faut des actes beaucoup plus que des paroles. Les événements se pressent, et le seul livre possible aujourd'hui, le livre de vie de notre révolution, ce seront les actes de l'Assemblée nationale. Si j'ai l'honneur de vous y représenter, citoyens, je ne pense pas (car j'y jetterai toute mon âme), je ne veux pas que votre mandat reste sans fruits utiles.

Je désire qu'en tête de la constitution soient écrits ces mots : *Souveraineté nationale, vertu, raison*, qui rappelleront le plus sacré de nos droits et la noblesse de son origine, en montrant que c'est au nom de ce qu'il y a de plus saint dans le monde, au nom de la vertu et de la raison que nous prétendons l'exercer.

Je jure de soutenir toutes nos libertés saintes, toutes les activités honorables.

Je jure de m'opposer à tous les abus, à tous les excès, à toutes les corruptions, de garantir tous les droits (le droit au travail surtout).

Je jure d'accorder en toutes choses le progrès avec la raison, la justice et la liberté, dont il n'est que le développement rationnel.

Il est une question difficile, palpitante, la plus importante de toutes peut-être, en ce qu'elle a trait à la vie des hommes et à l'ensemble de la prospérité nationale. — Je veux parler de l'amélioration si désirable et si désirée du sort des classes laborieuses. — Plusieurs thèses, plusieurs principes sont en présence : l'organisation du travail, la liberté du travail, les ateliers nationaux, la prospérité des ateliers de l'industrie privée, etc. J'y ai longuement réfléchi, et je m'efforcerai de résoudre cette question sans blesser aucun des intérêts, aucune des libertés qui sont en jeu, ni la liberté de l'ouvrier, ni celle du maître, ni la liberté de commerce, cet élément précieux de l'activité générale.

Je jure enfin de concourir pour ma part, et dans toute l'étendue du sens de ces mots, à élever un édifice politique et social, qui fasse véritablement le bonheur du peuple. Je veux en un mot que notre République soit une œuvre de conscience, de sagesse et de génie devant laquelle les fonctions reculent impuissantes ou vaincus.

Comme ce n'est pas la fortune qui distingue l'homme, mais bien la maturité de sa conscience, le sentiment qu'il a de la justice, l'amour qu'il porte à ses frères, j'ai pensé qu'il y aurait faute à moi-même de ne pas vous offrir mon zèle, alors que je sais que mon zèle pourrait être utile. Et je suis venu.

Si vous agréiez ma candidature, il vous restera, citoyens, un point à examiner. Ais-je, dans ma conduite, joint l'exemple au précepte : toute ma vie passée répondra. — Vive la République : Union, égalité, fraternité.

Votre tout dévoué concitoyen et frère,

JEAN CHARLES.

— Le citoyen Galodé, marchand d'habits, rue du Fouarre, 7, nous envoie la note suivante :

« Les marchands d'habits brocanteurs, sous la présidence des citoyens Fortin et Barbet, ont fait entre eux une collecte qui a produit 4506 fr. Ils sont allés en ordre et en silence, sans tambour, remettre leur offrande au Gouvernement provisoire. »

— Un banquet fraternel a eu lieu hier dans la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève. Le citoyen Cirode avait généreusement abandonné dans ce but à ses co-locataires le prix de son loyer dont son propriétaire lui avait fait remise.

Un bal et des illuminations ont suivi ce banquet, et l'on s'est séparé après plusieurs heures de joyeuse fraternité au cri de : Vive la République !

ÉLECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

XII^e LEGION. — Premier bataillon.

TROISIÈME COMPAGNIE. — Capitaines. — En premier, Cirode, couvreur ; en second, Thiellement, fabricant de macarons.

Lieutenants. — Leloup, facteur d'instruments ; Bellot, peintre en bâtiments ; Paris, professeur ; Millier, sculpteur ; Fleury, couvreur ; Lecomte, mécanicien.

Sous-lieutenants. — Dettiger, fondeur en cuivre ; Armandot, commis en librairie ; Fause, peintre en bâtiments ; Leroy, typographe ; Beurdelet, agent d'assurances ; Richard, casernier.

L'ASILE SAINT-HILAIRE,

Rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 37.

L'Asile Saint-Hilaire existe et a été entretenu jusqu'ici (avril 1848), par des dons charitables. Il reçoit et assiste actuellement dix-huit enfants aveugles des deux sexes, appartenant au XI^e et au XII^e arrondissement, et leur donne une éducation intellectuelle, morale et professionnelle.

C'est au mois de septembre 1846 qu'il a commencé, de la manière la plus simple du monde et sans la moindre assistance de durée. Les personnes qui s'en sont occupées n'a-

vaient conçu à l'avance aucun projet, formé aucun plan, fait aucune enquête, dressé aucune statistique : on a trouvé un enfant aveugle abandonné, sans secours ; et l'on s'est intéressé à lui. Bientôt un second et un troisième aveugles sont venus se joindre au premier ; et l'on a cherché les moyens d'étendre à ces nouveaux venus, et puis ensuite à quelques autres, le service qu'on avait eu le bonheur de rendre à ces pauvres enfants. Ainsi, l'Asile s'est fait tout seul, par la nature des choses et le bon vouloir des personnes ; et la pratique a devancé la théorie.

Cette petite œuvre a trouvé dès son début une approbation sympathique ; chacun s'est empressé d'y donner, suivant les besoins du moment, du temps, de l'argent, des objets susceptibles d'y être utilisés : et les résultats obtenus ont satisfait, et quelque peu surpris les personnes éclairées et charitables qui ont daigné la visiter.

Elles ont pu voir onze enfants incurables, et sept autres atteints de cécité temporaire, réunis dans une pauvre chambre au rez-de-chaussée, sous la surveillance d'un vieillard, et là, se livrant à l'étude du catéchisme d'abord, puis de la lecture, de l'écriture, de la langue française, de l'histoire sainte, et même de la musique vocale et instrumentale ; en même temps qu'ils s'occupent de petits travaux manuels qui leur procurent dès à-présent un petit bénéfice, et qui, en développant leur adresse, les disposent à gagner leur vie dans la suite.

Elles ont appris aussi que ces enfants, repoussés de l'Asile et de l'école primaire, sont refoulés dans la famille pour laquelle ils sont un lourd fardeau, et où ils ne trouvent aucune condition favorable à leur développement physique, intellectuel et moral. Elles ont su, avec étonnement, qu'aucun secours n'est accordé à ces enfants avant douze ans, âge auquel ils peuvent obtenir 5 fr. par mois ; et qu'enfin il n'existe en France, pour l'éducation des jeunes aveugles, qu'une seule et unique maison, l'Institut national, qui reçoit au plus deux cents élèves, et dont la population ne se renouvelle que tous les huit ans.

Alors, il leur a paru qu'il y avait urgence de venir au secours de ces enfants, et de les maintenir cependant au sein de la famille et dans des relations habituelles avec la société qui les oublie bien vite, lorsqu'ils sont sequestrés pendant plusieurs années dans un établissement spécial. En effet, ce qui importe aux enfants aveugles appartenant aux classes pauvres, c'est qu'on les remette en circulation, et, pour ainsi dire, en valeur par une éducation qui les conduise à travailler comme les voyants, et de concert avec eux ; c'est enfin qu'on prouve à leurs parents qu'ils peuvent en tirer parti mieux qu'en les envoyant mendier, et les amener à gagner au moins leur pain de chaque jour, et à ne demander à la société qu'un supplément dont plusieurs d'entre eux pourrout se passer.

Pour cela il est indispensable, et plus encore que chez les voyants, de commencer de bonne heure ; de perfectionner par un exercice actif et intelligent les sens qui restent ; de développer chez eux l'adresse manuelle et le génie inventif ; enfin de leur fournir les occasions d'acquiescer les notions de tout genre, d'où ils puissent tirer des idées et des principes.

Les honorables visiteurs ayant pu constater par eux-mêmes que l'Asile Saint-Hilaire avait commencé à réaliser ces vues, ont exprimé l'opinion qu'il pourrait rendre de véritables services aux enfants aveugles, tant à ceux, malheureusement trop nombreux qui ne pourront jamais parvenir jusqu'à l'Institut national, qu'à ceux qui s'y trouveraient admis après cet enseignement préliminaire.

En effet, dans l'état actuel des choses, comme les enfants n'arrivent à l'Institut qu'à dix ans, terme moyen, les trois ou quatre premières années sont généralement employées à les dégrossir ; c'est-à-dire à leur faire perdre les habitudes de paresse, d'indocilité, de mauvais langage qu'ils ont trop souvent prises, et à développer les bonnes dispositions qui sont demeurées trop longtemps sans culture.

Il est donc permis de croire que des enfants disposés par un séjour de quatre ans dans l'Asile en question, où d'ailleurs ils auraient été admis dès l'âge de quatre ans, époque de la vie essentiellement éducable, entreraient à l'Institut, à dix ans par exemple, dans des conditions meilleures que les autres ; et que n'ayant plus besoin d'un aussi long séjour dans ce bel établissement, ils permettraient à un plus grand nombre d'aveugles de participer à l'instruction qu'on y distribue. Peut-être même alors pourrait-on n'y admettre que les élèves qui auraient montré les plus heureuses dispositions, laissant les autres au premier degré d'instruction, qui leur suffira pour entrer en apprentissage chez des maîtres voyants.

Ainsi, de même que les salles d'Asile, fondées il y a vingt ans à peine, ont élevé le niveau de l'instruction primaire en France, les Asiles dont il s'agit, et qui remplaceraient pour les aveugles l'Asile et l'école primaire, amèneraient l'Institut national à l'état d'école supérieure et de perfectionnement, et même d'école normale, et doubleraient presque, sans dépense, le bien qu'elle fait à la société.

Nous disons : sans dépense, car un asile tel que celui qui existe depuis plus d'un an dans le XII^e arrondissement, peut être établi très-largement avec mille francs, et entretenu avec cent cinquante francs par mois, pour trente enfants ; ce qui donne cinq francs par mois par enfant, somme bien faible assurément.

Le conseil général de la Seine, dans sa session dernière, avait voté une somme de cinq cents francs, sur le rapport du citoyen Delestre. Cette somme n'a pas été encore payée.

Il y a lieu de croire que la République ne sera pas moins favorable à ce petit établissement, que ne l'avait été le Gouvernement déchu.

Tous les citoyens sont invités à visiter l'Asile Saint-Hilaire, tous les jours de midi à trois heures, afin d'assister aux divers exercices des enfants, et de constater les résultats obtenus.

Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Ont été nommés aux chaires du collège de France instituées par l'arrêté du gouvernement provisoire en date du 7 avril :

Droit international et histoire des traités, Lamartine, membre de l'Académie française ;

Droit politique français et droit politique comparé, Jean Raynaud ;

Droit privé (droit individuel et social), Armand Marrast ;

Droit criminel, Faustin Hélie ;

Economie générale et statistique de la population, Serres, membre de l'Académie des sciences ;

Economie générale et statistique de l'agriculture, Decaisne, membre de l'Académie des sciences ;

Economie générale et statistique des mines, usines, arts et manufactures, Bineau, ingénieur en chef des mines ;

Economie générale et statistique des travaux publics, Franqueville, ingénieur en chef des ponts et chaussées ;

Economie générale et statistique des finances et du commerce, Garnier-Pagès ;

Droit administratif, Cermenin ;

Histoire des institutions administratives françaises et étrangères, Ledru-Rollin ;

Mécanique, Poncelet, membre de l'Académie des sciences.

— Quelques explications ont paru nécessaires sur la position des professeurs du collège de France qui ne se trouvent pas compris dans la nouvelle organisation.

M. Tissot, disciple et successeur de Delille dans la chaire de poésie latine, plus qu'octogénaire, a des droits incontestables au titre de professeur honoraire. M. le ministre de l'instruction publique, considérant que les professeurs du collège de France n'ont aucune pension de retraite, a inscrit M. Tissot sur le fonds des indemnités littéraires pour une somme égale à la totalité de son traitement. M. de Portets est professeur à la Faculté de droit. M. Michel Chevalier est ingénieur en chef des mines. M. Alix Desgranges est premier secrétaire interprète pour les langues orientales.

M. Poncelet, de l'Académie des Sciences, nommé à la nouvelle chaire de mécanique du collège de France, a déclaré l'intention de se démettre de la chaire de mécanique de la Faculté des sciences dès qu'il aura terminé son cours de cette année.

Cette détermination de M. Poncelet est d'autant plus honorable, que les nouvelles chaires, comme il est dit dans le rapport inséré hier au *Moniteur*, sont entièrement gratuites. (*Moniteur*.)

Tenue des capitaines détachés près de l'état-major général des gardes nationales de la Seine.

Tunique. — La même que celle des officiers de compagnie, à l'exception des foudres au collet au lieu de grenades ; boutons ronds.

Pantalon. — De drap bleu ; bande rouge de 38 millimètres de largeur, sous-pieds.

Epaulettes. — Corps et petites torsades en argent mat.

Brassard. — Tricolore à franges d'argent.

Ceinturon. — Argent et bleu, comme les officiers des compagnies.

Sabre. — Droit ; fourreau en fer poli.

Eperons. — Droits, en fer poli.

Équipement du cheval.

Selle anglaise, étrier en fer poli, tapis en drap bleu, à galons rouges, à pointes, fontes de pistolets recouvertes en peau de tigre bride noire à la hussarde ; mors droit, uni, en fer poli.

CIRCULAIRE.

Paris, le 8 avril 1848.

Le général de division, commandant l'école Polytechnique, rappelle à MM. les élèves que la rentrée est fixée au 15 de ce mois. Le ministre de la guerre, consulté sur l'opportunité d'accorder une prolongation de congé en raison des circonstances électorales, a répondu que les études avaient déjà trop souffert, et que la suspension de plusieurs cours et la réduction des autres, autorisées par lui sur la proposition des conseils d'instruction et de perfectionnement, ayant atteint la dernière limite possible, il était indispensable que le travail fût repris à l'époque fixée.

MM. les élèves apprécieront le dommage qui pourrait résulter pour leur carrière d'une absence plus prolongée, absence qui les priverait forcément des leçons dont auraient profité leurs camarades présents à l'école.

Le général de division commandant l'école, AUPICK.

Le ministre de l'intérieur arrête :

Vu le rapport du citoyen directeur des musées nationaux, en date du 3 avril 1848 concernant principalement la réintégration au Musée central des objets d'art indument disséminés dans les résidences ci-devant royales et édifices quelconques, et subsidiairement sur la nécessité de relier convenablement les musées des départements au musée central ;

Vu l'urgence qu'il y a à ce que ce double but soit atteint sans retard ;

Vu que, par leur attribution et leurs travaux, les conservateurs spéciaux ne peuvent pas être distraits de leurs fonctions sédentaires dans les différents musées ;

Vu l'importance des deux objets signalés dans ledit rapport, et sur lequel l'arrêté du 18 mars 1848 a statué ;

Il est nommé quatre inspecteurs attachés à la direction des musées nationaux.

Ces inspecteurs prendront rang immédiatement après les conservateurs spéciaux des collections de Paris, et se transporteront sur tous les points où l'administration des musées nationaux jugera utile de les envoyer.

Ils recevront avant leur départ les instructions et documents nécessaires pour faciliter leur mission.

D'après les rapports qu'ils adresseront à la direction, ils devront procéder à la réintégration immédiate des objets appartenant aux musées centraux, ou constater simplement l'existence et l'état de conservation de ces objets, et en dresser l'état.

Ils devront, en toutes mesures prises par eux, en référer à la direction des musées nationaux.

Leurs appointements, à partir du 1^{er} avril, seront fixés à la somme de 4,000 fr.

Il leur sera alloué 2,000 fr. pour frais de voyage.

Paris, 3 avril 1848. LEDRU-ROLLIN.

Inauguration du chemin de fer de Troyes.

Le *Moniteur* contient le récit suivant de cette solennité : Le chemin de fer de Montreuil à Troyes a été inauguré, le 6 avril, en présence du citoyen Marie, membre du gouvernement provisoire et ministre des travaux publics.

Ce chemin forme un embranchement de la grande ligne de Paris à Lyon; il doit se prolonger plus tard sur Mulhouse, par Chaumont, Langres et Gray. Sa concession a eu lieu sur les instances de la ville de Troyes et des localités voisines, comme indemnité du dommage causé à l'industrie et à l'agriculture de la vallée de la Seine par la préférence accordée aux vallées de l'Yonne et de l'Armançon pour le chemin principal du Midi.

Le raccordement du chemin de Montreuil sur la ligne de Lyon doit avoir lieu en aval de la ville : jusqu'à présent il n'est qu'indiqué, le service devant se faire, en attendant l'ouverture de Paris à Tonnerre, dans une gare provisoire établie sur le remblai touchant au grand pont construit sur l'Yonne.

On a rencontré peu de difficultés dans l'exécution du chemin de Montreuil à Troyes; le pont sur l'Yonne dont nous venons de parler, et deux ponts sur la Seine, constituent les principaux ouvrages d'art; ils se font remarquer, comme tous les travaux de la ligne par une grande simplicité et une grande économie, combinée avec toutes les garanties désirables de force et de durée.

La dépense totale, pour une longueur de 102 kilomètres à simple voie, avec voies d'évitement aux stations, terrains et travaux d'art, s'est élevée pour deux voies seulement, à 20,500,000 francs, soit 200,000 fr. par kilomètre. C'est le premier chemin construit en France au moyen d'une dépense aussi faible.

Jeudi, à onze heures, le citoyen ministre des travaux publics est arrivé à Montreuil par la route de Melun. Il a été reçu en tête du pont par le corps municipal, autour duquel étaient groupés les maires des communes voisines, les citoyens commissaires du gouvernement du département de Seine-et-Marne et de l'Aube. La garde nationale était sous les armes, toutes les maisons de la ville étaient pavoisées de drapeaux tricolores.

Un banquet patriotique attendait près de l'embarcadere le ministre des travaux publics. Ce banquet, offert par la population, avait été organisé au moyen d'une souscription de 1 fr. 50 cent. par tête. Ce banquet réunissait mille convives, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre d'ouvriers et de cultivateurs.

Avant d'entrer dans la salle du banquet, le cortège s'est dirigé vers le Mail, où un arbre de la liberté devait être planté.

Le citoyen Marie, membre du Gouvernement provisoire, a pris la parole, et a dit :

« Citoyens, c'est une grande solennité que celle qui nous réunit autour de cet arbre, l'arbre de la liberté; c'est le symbole de notre vie nouvelle, c'est la promesse de l'avenir, c'est le gage de vos sentiments, de vos pensées, c'est un engagement solennel pris par vous, en face du soleil, en face de Dieu, de soutenir par votre courage la république, que la France a proclamée, que la France veut maintenir. N'est-ce pas, citoyens, que si la République est attaquée au dedans ou au dehors, vous saurez la défendre? (Oui! oui!) N'est-ce pas, qu'à l'exemple de vos frères de Paris, vous serez, comme eux, ardents dans la lutte, patients et calmes dans la victoire? — (Oui! oui! Vive la République!) Songez-y, planter un arbre de la liberté, ce n'est pas un jeu. En m'associant à cette œuvre, je reçois de vous, au nom du Gouvernement provisoire, au nom de la République, le serment d'obéissance entière aux volontés de la République, l'adhésion solennelle aux principes d'ordre, de liberté, d'égalité, de fraternité, qui nous ouvrent un éclatant avenir. Vive la République! » (Vive la République! vive le Gouvernement provisoire!)

Après cette allocution, le citoyen Marie est introduit dans la salle du banquet.

Trois tostes sont portés : le premier à la République! par un des adjoints; le second, aux travailleurs du Gouvernement provisoire et au citoyen Marie!

Le citoyen Marie répond à ces divers tostes :

« Citoyens, au milieu de vous, comme au Gouvernement provisoire, je n'ai qu'une seule pensée, celle du maintien, de la grandeur de la République.

« Longtemps, citoyens, nous avons combattu pour elle; longtemps nous avons été vaincus, calomniés par l'esprit de corruption et d'égoïsme, forces détrempées et impuissantes du gouvernement déchu. La République, après mille combats, a enfin triomphé. Proclamée au milieu d'une tempête, elle est aujourd'hui si profondément soudée au sol, qu'aucuns vents contraires ne sauraient ébranler ses racines. Aujourd'hui tous les hommes d'intelligence le proclament hautement : la République seule est possible. En dehors d'elle, il n'y a plus à entendre ni respect des droits, ni bien-être, ni sécurité, ni dignité nationale. (Vifs applaudissements. — Vive la République! vive le peuple de Paris!)

« Vous avez porté un toast aux travailleurs, et vous avez bien fait. C'est à eux, comme à nous, c'est aux travailleurs de tous les pays que la République devra faire le tour de l'Europe. Ainsi, tous les peuples seront associés à la même œuvre, ainsi disparaîtront les germes de discorde qui les di-

visent; ainsi nous maintiendrons la paix, cette solide base, qui assurera le paisible développement de toutes les libertés.

« Ne parlez pas, citoyens, du dévouement du Gouvernement provisoire. L'honneur que nous avons reçu de l'acclamation du peuple a été notre joie et notre éternelle récompense. D'ailleurs, le concours du pays tout entier, le désintéressement, l'abnégation, le patriotisme de tous les citoyens nous auraient encouragés dans l'accomplissement de nos devoirs, si nous avions pu l'être.

« Notre tâche est la vôtre, citoyens, car tous nous voulons, avec vous et avec le pays, la liberté pour tous, le bien-être pour tous, et en même temps le respect absolu pour tous les intérêts, les intérêts de la patrie, de la propriété, de la famille, sans lesquels notre nation si grande serait rabaisée bientôt aux nations secondaires. (Applaudissements prolongés. — Vive la République!)

« Je reporterai au Gouvernement provisoire, citoyens, l'adhésion sincère que vous avez donnée à ses actes, dont vous comprenez si bien la pensée. Fortifié par le concours loyal du pays, il continuera de marcher, comme il l'a déjà fait, dans la voie de Liberté, d'Egalité, de Fraternité, que la révolution lui a ouverte. (Nouveaux applaudissements.)

« Maintenant, et comme signal de l'ère laborieuse dans laquelle la République veut entrer, laissez-moi vous quitter. Le chemin de fer de Montreuil à Troyes va s'ouvrir. Grâce à lui va s'enrichir le travail de vos contrées. Il s'enrichira d'une précieuse économie de temps, il donnera plus de valeur à vos produits. Laissez donc s'élaner la vapeur impatiente. J'espère retrouver dans quelques heures, dans un département voisin du vôtre, le même patriotisme, le même dévouement à la France, à la République, que je suis heureux de rencontrer ici.

« Vive la République! »

De longues acclamations à la République, au Gouvernement provisoire, accueillent ces paroles; elles se manifestent avec énergie autour des tables où sont assis les nombreux convives.

Le citoyen Stourm, un des administrateurs du chemin, a répondu aussi au toast : *Aux travailleurs!*

Un quart d'heure après, le convoi d'inauguration, composé de quatorze voitures et remorqué par deux machines quittait la gare provisoire et se dirigeait sur Troyes, où il arrivait à quatre heures. Toutes les stations étaient pavoisées et remplies de monde; presque partout, aux Ormes, à Nogent, à Romilly, des adresses patriotiques étaient présentées au citoyen ministre, dont les réponses étaient constamment accueillies aux cris de : Vive la République!

Quelques scènes de désordre avaient éclaté peu de jours auparavant dans le bourg de Romilly, où un certain nombre de métiers à bonneterie avaient été brisés; le citoyen Marie s'est arrêté à Romilly pour rappeler à la population les grands principes d'ordre et de liberté du travail, de respect des propriétés, sans lesquels la République ne peut exister, et il ajoute que plus que toute autre forme de gouvernement, la République a pour mission de proclamer et d'appliquer ces principes.

A Troyes, toute la ville était sur pied, une garde nationale nombreuse et des députations d'ouvriers, bannières en tête, occupaient l'intérieur de la gare; sur une estrade, se trouvaient M. l'évêque et le clergé.

Au moment où le membre du Gouvernement provisoire se présente à l'embarcadere, M. l'évêque s'avance vers lui, et s'adressant au citoyen ministre : « Le clergé, dit-il, vient vous offrir son adhésion au gouvernement; cette adhésion est loyale et sincère, et je suis heureux de vous exprimer ce sentiment. »

Le citoyen Marie répond :

« J'accepte ces paroles; nous avons, monsieur l'évêque, des principes communs, les principes de Liberté, d'Egalité, de Fraternité; ce sont là des garanties pour tous. »

Après les chants religieux, le respectable prêtre adresse à la foule une allocution touchante, dans laquelle, rappelant que toute idée utile au monde vient de Dieu, les progrès industriels aussi bien que les progrès politiques, il signale son intervention toute puissante dans ces grands événements qui agitent aujourd'hui l'Europe et font disparaître tous les obstacles à la réalisation des promesses divines de bonheur, de Liberté, d'Egalité et de Fraternité, entre tous les hommes, faites par le Christ il y a dix-huit siècles.

Le citoyen Marie prend ensuite la parole et dit :

« Citoyens, je suis venu ici au nom de la République, au nom du Gouvernement provisoire, pour assister à cette première fête, laissez-moi le dire, à ce premier réveil de l'industrie. Les fêtes de l'industrie sont essentiellement des fêtes républicaines; elles glorifient une conquête du travail, le triomphe de l'intelligence et de l'activité humaine sur les forces matérielles que la nature oppose à l'énergie humaine.

« La République n'est plus un problème, c'est un fait. M. l'évêque vous l'a dit, il y a dix-huit siècles que les principes de Liberté, d'Egalité, de Fraternité, ont été jetés dans le monde. En principe, l'homme les a longtemps étouffés. Aujourd'hui ils sont sortis de nos luttes, éclatants, victorieux, indétructibles.

« Tandis que la corruption s'en allait par toute la France courbant les fronts, empoisonnant le cœur de tant d'hommes attardés sur la route de la civilisation, la civilisation grandissait au foyer de la misère, dans l'obscurité de l'atelier, et, avec elle, s'éclairaient d'une vive lumière pour toutes les grandes idées de l'ordre social, la propriété, la famille, et ce sentiment ardent de la Fraternité, plus élevé que la charité elle-même, car en plaçant le frère à côté du frère, elle améliore, dans des proportions équitables et vraies, le sort des travailleurs. (Acclamations.)

« Cette amélioration, citoyens, devrait préoccuper et beaucoup préoccuper le Gouvernement provisoire. Dans son esprit, elle est la conciliation de tous les intérêts, de tous les éléments du travail : elle les respecte tous. Sur cette terre de France si grande et si fertile, il ne faut pas, en effet, que la place manque à personne, mais à l'Assemblée nationale seule il appartient de résoudre ces grands problèmes.

« Quant à vous, citoyens, restez fermes dans vos con-

victions, ardents à défendre votre conquête, veillez sur elle comme nous y veillons nous-mêmes, et l'avenir est à nous. » (Ce discours, que nous ne rapportons que très-incomplètement, est suivi de vives acclamations).

Les députations d'ouvriers s'avancent ensuite, groupées autour de leurs drapeaux, et reçoivent du ministre des paroles d'encouragement au travail et l'assurance que le Gouvernement provisoire s'occupe sans relâche d'améliorer leur condition.

Au sortir de la gare, le ministre passe en revue la garde nationale, infanterie, cavalerie et artillerie, et tous les corps d'états; il se rend ensuite au pied de l'arbre de la Liberté, où il prononce un nouveau discours. Dans la soirée, il reçoit tous les corps constitués, la magistrature et le parquet, l'administration, le commerce, l'industrie, les prud'hommes, le général commandant le département et le corps d'officiers, etc.

Le 7 au matin, les personnes venues la veille sont reparties pour Montreuil, et de là pour Paris. Avant le départ, M. Stourm, ancien député de l'Aube, administrateur-directeur de la compagnie, a présenté au ministre l'entrepreneur des travaux, M. P. Séguin, le personnel, ainsi que les ingénieurs du chemin. Le ministre a adressé à chacun des éloges sur la bonne et rapide exécution de la ligne. Il a appris avec intérêt de M. Séguin que depuis longtemps cet entrepreneur avait associé à ses travaux tous ceux de ses ouvriers et agents qui se distinguaient par leur intelligence et leur bonne conduite; et que ses principaux employés, entrés chez lui comme de simples ouvriers, sont devenus par leur travail les chefs de leurs camarades.

« C'est là, a répondu le ministre, la véritable organisation du travail, celle que je comprends et dont il faut désirer l'application de plus en plus générale. »

A neuf heures du matin, après deux heures de marche qui avaient suffi pour franchir 102 kilomètres entre Troyes et Montreuil, le train s'est arrêté dans cette dernière ville, et le ministre s'est dirigé sur Paris. Le citoyen Marie pourra reporter à ses collègues les témoignages d'amour pour la République et de confiance dans son avenir, qu'il avait recueillis dans le cours de ces deux journées de fêtes en l'honneur du travail et de l'industrie.

Révolution Européenne.

ITALIE. — Nous n'avons pas reçu aujourd'hui de journaux d'Italie, et nous en sommes réduits à enregistrer quelques bruits que nous trouvons dans les journaux du midi de la France.

Ces bruits sont tout-à-fait contradictoires. Tandis que la *Gazette du Midi* parle d'une bataille près de Vérone, dans laquelle l'armée sarde aurait eu le dessous avec une perte de 6,000 hommes, la *Liberté*, de Lyon, annonce au contraire que 10,000 piémontais, sous la conduite de Charles-Albert, ont mis en déroute 15,000 autrichiens, à Lodi.

5,000 hommes seraient demeurés prisonniers.

— On écrit de Naples, le 31 mars, au *Nouvelliste* de Marseille :

« Le nouveau ministère n'a pas pu se constituer et nous sommes menacés d'une crise des plus violentes.

« Le 29, à 7 heures du soir, le *Virgile* est parti pour Gènes, ayant à bord un grand nombre de Lombards et environ deux cents Napolitains qui vont combattre en Lombardie. A huit heures, des masses de peuple ont entouré le ministère de la guerre, et l'ont accompagné au palais royal, réclamant du roi l'envoi des troupes au secours des Lombards. Après une assez longue attente, le roi n'a trouvé rien de mieux que de faire répondre à cette population impatiente que les finances du pays ne permettaient point une pareille entreprise. Les imprécations les plus énergiques éclatèrent unanimement dans la foule.

« Hier, la ville paraissait en état de siège. A 2 heures, l'artillerie suisse, mèches allumées, a parcouru la rue de Tolède, sans qu'on ait pu comprendre le motif de ce déploiement de forces intempestif. Le peuple était calme. Dans la soirée, le gouvernement intimait l'ordre à la garde nationale de cesser ses patrouilles, tandis que de nombreux détachements de cavalerie et d'infanterie parcouraient la ville.

« Ainsi, l'ancien ministère qui s'est trouvé sur le point de quitter les affaires, paraît avoir réussi, à force d'intrigues et de déloyauté, à se maintenir au pouvoir, au grand mécontentement de la population, et par la volonté du roi Ferdinand. Serracapriola et Bozzelli paraissent décidés à tenter à Naples la triste expérience de Louis-Philippe, Guizot et Duchâtel. Tous les hommes éclairés en prévoient les conséquences les plus tristes.

« Le commandant royal de la citadelle de Messine a fait demander par le télégraphe, au gouvernement, un renvoi de 1,200 cantars de poudre et 600 grenades. Malgré les efforts ridicules et impuissants du cabinet napolitain, la Sicile procède avec calme et énergie à son organisation. Ruggiero Settimo, proclamé régent par la chambre des pairs, président par la chambre des députés, a été confirmé président de la Sicile par la commission mixte des deux chambres. Le ministère sicilien est ainsi composé : Muriano Stabile, aux affaires étrangères; le baron Riso, guerre et marine; La Lumia, à la justice; Calvi, à l'intérieur; le marquis Corda, aux finances; et le prince Scordia, à l'instruction publique. »

ALLEMAGNE. — Si nous en croyons un journal de Berlin, la Hongrie vient de se séparer définitivement de l'Autriche.

Le *Zeitung's Halle*, du 6, annonce cette importante nouvelle en ces termes, sous la rubrique de Pesth, et la date du 31 mars dernier :

« L'empereur d'Autriche n'ayant pas rempli les promesses faites le 15 mars à la nation hongroise et ayant déclaré formellement et irrévocablement qu'il n'accorderait point un ministre des finances et un ministre de la guerre particuliers pour la Hongrie, l'archiduc Etienne a été proclamé hier à onze heures du soir, roi de Hongrie, dans une séance publique tenue sur la place de la liberté et la Hongrie a été déclarée indépendante. »

PRUSSE. — On écrit de Berlin, le 6 avril :

« La diète s'est occupée de la nomination de cent treize députés que la Prusse doit envoyer à la prochaine réunion de la Confédération allemande à Francfort. Quelques membres de la diète n'ont pas reconnu le droit de procéder à cette nomination, et ils ont raisonné juste : il leur a paru que ce droit revenait aux électeurs créés par la loi faite la veille ; ils se sont donc abstenus. La diète a passé outre et a fait les nominations. »

« Tout cela se fait avec une légèreté incroyable ; on n'y attache qu'une médiocre importance ; il semble que chacun comprend qu'il ne fait que du provisoire et que personne n'est maître de l'avenir, d'un avenir qui peut apparaître dans un mois, dans huit jours, demain. »

« On pensait que la commission qui examine la demande d'emprunt faite par le ministre présenterait aujourd'hui son rapport ; ce travail n'est pas terminé, il est promis pour demain. »

« Sur ce point encore, quelques membres de la diète se déclareront incompétents et refuseront de voter. »

« Il se peut, il est probable même que la prochaine assemblée constituante de la Prusse déclarera illégal tout ce qu'aura fait la diète en dehors de la loi électorale. »

« Les nouvelles de nos provinces ne sont pas bonnes. L'inquiétude est partout ; la suspension du travail et le désordre s'étendent de proche en proche. Chaque jour on prévoit pour le lendemain un mouvement que le ministre serait impuissant à réprimer. Nos ouvriers savent le rôle que jouent leurs confrères de Paris ; ils entendent la liberté de la même façon, et comptent bien y arriver. »

« Le ministre de Rother a définitivement donné sa démission, ce qui facilitera beaucoup, pour M. Hansemann, ministre des finances, la réorganisation de notre système financier. »

RUSSIE. — DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ. — On lit dans le Journal de Saint-Petersbourg du 31 mai :

« Nous avons précédemment fait connaître le manifeste publié par S. M. l'empereur, à l'occasion des troubles qui agitent l'Europe occidentale. »

« Tous les fidèles sujets de S. M. auront compris le sens de ce manifeste ; c'est le langage de la religion, le langage de la patrie, celui qu'aux jours d'épreuve ou d'attente nos souverains sont accoutumés d'adresser à la nation russe. »

« Mais, comme nous sommes habitués de ne voir que trop souvent interpréter à l'étranger de la manière la plus inexacte les notes et les paroles du gouvernement impérial, nous croyons utile de prévenir, par quelques explications, les conclusions erronées qu'on pourrait tirer de ce manifeste. On se tromperait entièrement si l'on en voulait induire quelque chose d'alarmant pour la paix. »

« Rien n'est plus loin de la pensée du gouvernement impérial. Mais en présence de l'agitation organisée à l'étranger contre nous, il était naturel que l'empereur fit un appel au sentiment national. »

« On voit, en effet, que, non seulement en France, où l'émigration polonaise trouve un appui chez les autorités, mais aussi en Hongrie, en Prusse et dans toute l'Allemagne, des manifestations provocantes ont été faites contre la Russie. »

« Des sociétés, des assemblées représentatives et même des journaux semi-officiels, se sont faits l'écho de ces manifestations. On a fait un crime aux gouvernements renversés ou modifiés par l'insurrection, d'avoir entretenu des rapports de bonne entente avec notre cabinet. »

« Dès la première nouvelle des événements qui ont amené la proclamation de la république en France, on nous a supposé des intentions d'attaque. Avant même que nous ne puissions savoir s'il serait nécessaire de répandre notre sang pour des intérêts étrangers, on a hautement repoussé notre alliance. »

« On s'est efforcé de faire de notre nom un objet de terreur, et, comme si on voulait se garantir contre toute espèce d'intervention de notre part, on nous a menacés avant qu'on ne sût si nous menacerions à notre tour. »

« La surprise est le seul sentiment que ces nouvelles aient pu nous causer, car nous ne sachions pas que, de nos temps, la Russie ait jamais blessé ou amoindri les droits et l'indépendance de l'Allemagne. »

« L'histoire de 1812 peut dire au monde de quel côté est venu l'attaque. Elle dira si nous avons offert notre alliance à l'intérêt ou aux préjugés des peuples allemands. Les esprits inquiets peuvent donc se tranquilliser. »

« Aussi peu en Allemagne qu'en France, la Russie veut s'immiscer dans les changements qui ont eu ou qui peuvent encore avoir lieu dans la manière de gouverner. Elle ne pense pas à l'attaque : elle veut la paix ; elle en a besoin pour travailler sans relâche au développement de sa prospérité intérieure. »

« Que les peuples de l'Ouest se précipitent dans les révolutions tant qu'ils voudront, pour chercher le bonheur social ; que chacun d'entre eux choisisse librement la forme de gouvernement qui lui paraîtra bonne. »

« La Russie assistera, sans y prendre part et sans s'y opposer, à tous ces changements. Elle n'enviera pas leur sort, quand elles sortiront enfin améliorées et purifiées des désordres de l'anarchie. »

« La Russie attend du temps et de la sollicitude éclairée de ses souverains les progrès de sa condition sociale. Mais comme à nos yeux, à cause de nos imperfections et de la misère inhérente à tout état social, à toute forme de gouvernement, le maintien de l'ancien ordre de choses lui est indispensable, comme sans ce maintien il ne peut y avoir ni politique influente à l'extérieur, ni crédit, ni commerce, ni industrie, ni richesse nationale à l'intérieur, la Russie ne se laissera pas enlever à cet ordre de choses. »

« Elle ne souffrira pas que la politique étrangère attise chez elle le feu de la révolte, et que sous le prétexte de rétablir des nationalités opprimées, une partie quelconque des divers membres qui composent l'unité de son empire, soit détachée. »

« Si la guerre devait éclater, si des hostilités devaient surgir de ce chaos de ruines multipliées, de droits mis en ques-

tion, de prétentions opposées, la Russie examinerait, dans son intérêt national, si, et jusqu'à quel point, il lui serait convenable de prendre part aux hostilités d'état à état, de peuple à peuple. »

« Les délimitations de frontières et l'état de possession qu'elle a garanti sont les seules choses qu'elle ne perdra pas de vue. Et elle est fermement résolue à ne pas souffrir que l'équilibre politique et territorial, s'il doit être changé, le soit contre sa politique. »

« Jusque-là, la Russie observera une stricte neutralité ; spectatrice des événements, elle aura une attitude, non pas agressive, mais vigilante. En un mot, elle n'attaquera personne, si elle n'est pas attaquée ; elle respectera consciencieusement l'indépendance et l'inviolabilité de ses voisins, si ses voisins prennent à cœur de respecter l'indépendance et l'inviolabilité de la Russie. »

— Le Journal de Saint-Petersbourg explique dans un erratum que c'est par erreur que le mot *païens* a été employé dans le manifeste de l'empereur.

L'erreur provient de ce qu'en Russie, le même mot signifie *païens* et *peuples*.

LEVANT. — Nous recevons les journaux de Constantinople et d'Athènes jusqu'au 26 mars. On écrit de Constantinople le 22 :

« Dimanche dernier, à la réception des dépêches de Paris, qui lui ont été apportées par le paquebot de l'Etat le *Sésostrie*, M. de Bourqueney a chargé son premier interprète de notifier à la Porte la proclamation de la République en France, et de l'informer qu'il allait remplacer le pavillon tricolore par les couleurs du nouveau gouvernement. »

« Le ministre des affaires étrangères se borna à prendre acte de cette déclaration, et le lendemain l'ambassade de France et le paquebot de la station de la *Vedette*, arborèrent le pavillon de la République ; les armes de la dynastie d'Orléans furent enlevées de l'ambassade de la chancellerie. En même temps, M. de Bourqueney fit appeler les députés du commerce français pour leur notifier le changement de gouvernement, et un avis, destiné à porter cet événement à la connaissance de tous les Français résidant ou de passage à Constantinople, fut affiché à la porte de la chancellerie. En voici le texte :

Aux Français résidant ou de passage à Constantinople.

« L'ambassade de France porte à la connaissance des Français résidant ou de passage à Constantinople, que :

« A la suite des événements qui ont eu lieu à Paris les 22, 23 et 24 février, un Gouvernement provisoire a été formé, qui réunit et concentre en lui tous les pouvoirs jusqu'à la réunion d'une Assemblée constituante. »

« La royauté est abolie et la République proclamée. La France entière s'est associée au mouvement. »

« Le pavillon tricolore est conservé, mais dans l'ancien ordre de ses couleurs. »

« La justice est rendue au nom du peuple français. »

« Les agents diplomatiques et consulaires à Constantinople continuent l'exercice de leurs fonctions, en vertu des premières communications du Gouvernement provisoire. »

« La présente notification sera affichée à la chancellerie de l'ambassade, et sur tous les points accoutumés dans cette résidence. »

« A Constantinople, le 19 mars 1848. »

« L'ambassadeur de France, »
« BOURQUENEY. »

Faits Divers.

Des ordres viennent d'être envoyés à tous les régiments d'infanterie et de cavalerie qui se trouvent dans les départements du nord, de former immédiatement leurs bataillons et escadrons de guerre. Ces régiments, néanmoins, ne feront aucun mouvement de concentration et resteront jusqu'à nouvel ordre dans leurs garnisons respectives. »

— Aux termes des lois des 17 juillet 1791 et 21 avril 1818, confirmées par l'article 15 de la loi du 27 juillet 1822, les productions du sol des colonies françaises ne sont admissibles au privilège colonial que lorsqu'elles sont importées directement et par navires français. »

Les navires français ne trouvant pas toujours la possibilité de compléter leurs cargaisons, soit en produits de nos colonies, soit en marchandises provenant des entrepôts qui y sont établis, le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, vient, par une décision du 7 avril 1848, rendue de l'avis conforme des ministres de la marine et du commerce, de permettre aux navires français, venant de nos colonies, de faire escale à l'étranger, d'y débarquer les marchandises qui peuvent recevoir une destination étrangère, et d'y compléter leur cargaison en produits non similaires de ceux qui, restant à bord, seront admissibles au privilège colonial. »

— La Réforme publie la lettre suivante :

« Monsieur, »

« Un journal rédigé par des dames a proclamé ma candidature à l'Assemblée nationale. Si cette plaisanterie ne blessait que mon amour-propre, en m'attribuant une prétention ridicule, je la laisserais passer comme toutes celles dont chacun de nous en ce monde peut devenir l'objet. Mais mon silence pourrait faire croire que j'adhère aux principes dont ce journal voudrait se faire l'organe. Je vous prie donc de recevoir et de vouloir bien faire connaître la déclaration suivante :

« 1° J'espère bien qu'aucun électeur ne voudra perdre son vote en prenant fantaisie d'écrire mon nom sur son billet. »

« 2° Je n'ai pas l'honneur de connaître une seule des dames qui forment des clubs et rédigent des journaux. »

« 3° Les articles qui pourraient être signés de mon nom ou de mes initiales dans ces journaux ne sont pas de moi. »

« Je demande pardon à ces dames, qui, certes, m'ont traité avec beaucoup de bienveillance, de prendre des précautions contre leur zèle. »

« Je ne prétends pas protester d'avance contre les idées que ces dames, ou toutes autres dames, voudront discuter entre elles. La liberté d'opinion est égale pour les deux sexes ; mais je ne puis permettre que, sans mon aveu, on m'apprenne pour l'enseigne d'un cénacle féminin avec lequel je n'ai jamais eu la moindre relation agréable ou fâcheuse. »

« Agréez, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués, »

« 8 avril 1848. »

« GEORGES SAND. »

Dons Patriotiques.

— Les délégués des ouvriers cartonniers, qui ont remis au Gouvernement provisoire, le 27 mars dernier, la somme de 1369 fr., déclarent qu'ils ont été puissamment aidés par les ateliers des maisons Guesne, rue Portefaix, 14 ; Fagard, rue Rambuteau, 24 ; et Augrand, rue Meslay. »

— Les employés, ouvriers et facteurs des compagnies du chemin de fer de Paris à Rouen et au Havre, une journée de travail, 3,500 fr. »

— La Société de placement et de secours mutuels des garçons limonadiers et restaurateurs, 1,475 fr. 93 c. »

(Ces citoyens ont annoncé d'autres versements.)

— Les garçons bouchers et fondeurs en suif des abattoirs, 1,560 fr. »

— Les officiers de tous grades et professeurs attachés à l'Ecole d'Etat-major, 527 fr. »

— Les employés du chemin de fer de Creil à Saint-Quentin, 205 fr. »

— Les employés et le directeur des pompes funèbres, 722 fr. 15 c. »

Ces députations ont été reçues par la Commission centrale, et les citoyens Lamennais et Béranger, président et vice-président, leur ont offert les remerciements de la Patrie. »

Théâtres.

Le Vaudeville était mort, le Vaudeville renaît ! La nouvelle troupe composant ce théâtre national nous paraît de bon augure pour l'avenir, aussi n'est-ce pas sans un vif plaisir que nous trouvons parmi les artistes engagés, Mlle Solié du théâtre de la République, Amant, l'ex-pensionnaire du Vaudeville, Lugnet de l'Odéon, enfin Duméry, cet acteur de tant d'œuvre et de talent, cet excellent comédien que M. Prat, le nouveau directeur est parvenu à enlever au Théâtre-Français de Londres. Avec de tels éléments de succès, les auteurs aidant, nous pouvons d'avance prédire au Vaudeville de longues années de recette et de vitalité. »

SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE.

Au 6 avril 1848, au soir.

ACTIF.

Argent monnayé et lingots	53,432,367 50
Numéraire dans les comptoirs	43,402,580
Effets échus à recouvrer	19,805,489 77
Portefeuille de Paris, dont 33,832,825 fr. 99 c. provenant des comptoirs.	218,534,999 43
Portefeuille des comptoirs, effets sur place.	57,141,538 46
Avances sur monnaies et lingots	2,490,900
Avances sur effets publics français.	12,254,082 90
Dû par les comptoirs, pour leurs billets en circulation	15,126,750
Rentes de la réserve	10,000,000
Rentes, fonds disponibles	11,660,197 89
Hôtel et mobilier de la Banque	4,000,000
Intérêt dans le comptoir d'Alger.	1,000,000
Intérêt dans le comptoir national d'escompte.	200,000
Effets en souffrance ou à rembourser.	7,143,579 50
Effets à encaisser provenant de la vente de rentes à la Russie	831,191 06
Dépenses d'administration	419,572 30
Divers	46,560 08
Avance à l'Etat sur bons du trésor de la République	50,000,000
	507,509,808 91

PASSIF.

Capital	67,900,000
Réserve	10,000,000
Réserve immobilière	3,000,000
Billets au porteur en circulation	285,595,400
Id. id. des comptoirs.	15,126,750
Id. à ordre.	1,930,545 60
Compte courant du trésor, créditeur.	49,331,669 77
Comptes courants divers.	65,454,515 82
Récépissés payables à vue.	1,776,000
Récomptes du dernier semestre.	728,692 37
Dividendes à payer.	297,456 25
Escomptes intérêts divers et dépenses précomptées.	3,021,757 11
Comptoir d'Alger, somme non encore employée en bons du trésor.	1,086,203 69
Traites des comptoirs à payer.	1,065,035 03
Divers	195,803 27
	507,509,808 91

Certifié : Le gouverneur de la Banque de France, D'ARGOUT.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.